



STATISTIQUES 2007

Police judiciaire fédérale PJF

pages 2-12

Service fédéral de sécurité

pages 13-22

Services

AFIS ADN pages 23-27

FRAUDE pages 28-29

Statistiques PJF

Remarques préliminaires

- Au cours de l'année 2007, la PJF a modifié ses critères de saisie des données, ce qui a pour conséquence que le nouveau rapport ne contient plus certains graphiques qui figuraient dans les éditions précédentes. Néanmoins, certaines formes d'illustrations qui s'étaient imposées au cours des dernières années ont été conservées afin de permettre une comparaison directe lorsque cela était possible et nécessaire.
- Pour ce qui est des graphiques dans la partie consacrée aux statistiques (diagrammes circulaires), ils indiquent également chaque fois, entre parenthèses, l'écart entre les valeurs actuelles et la moyenne des deux années précédentes. Cette comparaison permet de niveler les écarts et les variations extrêmes survenus en 2005 et 2006 et d'en tirer des conclusions plus fidèles à la réalité et moins déformées sur les tendances qui s'en dégagent.
- En raison des modifications de critères mentionnées ci-dessus, il peut arriver – par exemple lors de la saisie des nationalités – que les possibilités de comparaison soient limitées, soit parce que le pays en question n'apparaissait pas encore dans la statistique auparavant, soit parce qu'il n'y apparaît plus. Dans ce cas de figure, il n'y a pas de chiffres entre parenthèses permettant une comparaison avec l'année précédente.
- Les chiffres et les pourcentages exposés dans ces statistiques ne suffisent pas à tirer des conclusions d'une valeur scientifique irréfutable.

Définitions générales

Affaires opérationnelles

On entend par «affaires opérationnelles» l'ensemble des procédures prises en charge par la PJF, qu'il s'agisse de procédures d'enquête, d'enquêtes préliminaires de police judiciaire, de procédures de coordination, d'investigations préliminaires mandatées par le Ministère public de la Confédération (MPC) ou d'instructions préparatoires menées sous la direction de l'Office des juges d'instruction fédéraux.

Procédures d'enquête

Par «procédures d'enquête», on entend l'ensemble des investigations menées par la PJF sous la direction du MPC dans le cadre d'une procédure pénale.

Soutien aux enquêtes

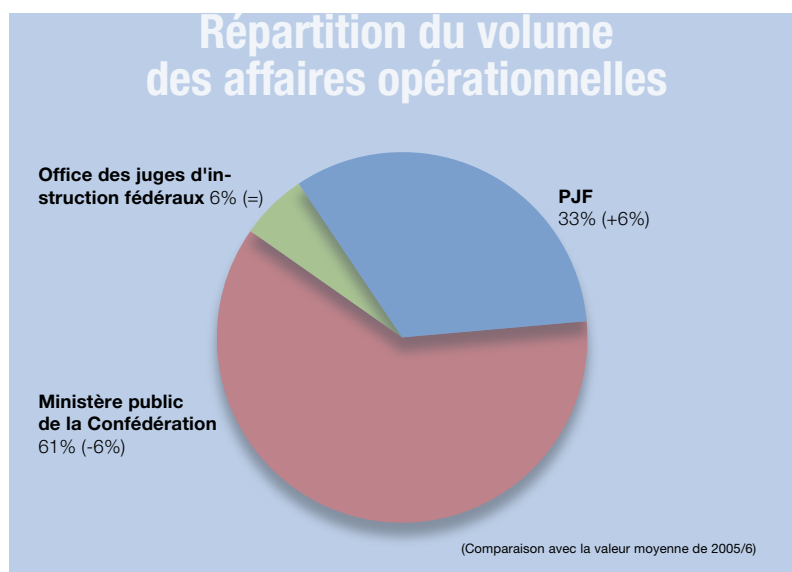
Le soutien aux enquêtes comprend l'observation, l'utilisation de moyens techniques de surveillance, les prestations de police technique et scientifique, les enquêtes en matière informatique, l'analyse criminelle opérationnelle, la conduite de personnes de confiance et l'engagement d'agents infiltrés.

Volume des affaires traitées par la Police judiciaire fédérale

Dans le domaine des enquêtes et des missions de coordination, la Police judiciaire fédérale (PJF) a traité, en 2007, 476 affaires opérationnelles, dont 71 procédures de coordination, ce qui représente une progression de près de 17% par rapport à l'année précédente (575). Cette évolution à la hausse s'explique, entre autres, par le fait que les ressources policières ont été affectées en priorité aux procédures complexes en cours et moins à l'ouverture de nouvelles affaires

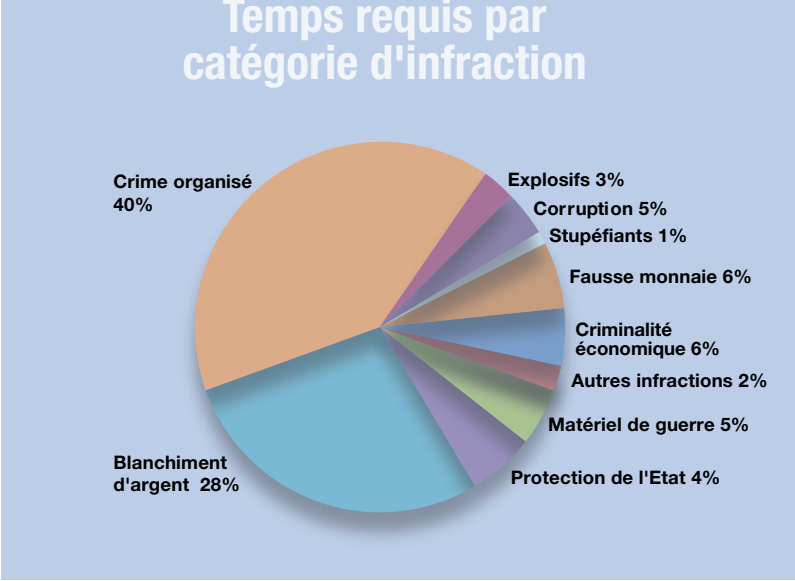
Le graphique ci-après présente la répartition en pourcentage du volume des affaires dans le domaine des enquêtes et des missions de coordination sur la base du nombre de procédures traitées. Une comparaison avec la valeur moyenne enregistrée en 2005 et en 2006 fait apparaître une baisse d'environ 6% du volume des affaires traitées pour le compte du Ministère public de la Confédération (MPC). Cette situation est liée, d'une part, à la durée plus longue que prévue des procédures de police judiciaire ainsi que des instructions préparatoires, laquelle mobilise de fait des ressources, et d'autre part, à la nécessité croissante de conduire des procédures de coordination constatée à la PJF.

En 2007, le MPC a chargé la PJF de procéder à des investigations préliminaires ou à des enquêtes dans 284 cas (2006: 376). L'Office des juges d'instruction fédéraux lui a par ailleurs confié 30 mandats en relation avec des instructions préparatoires. La diminution du nombre de mandats attribués ne dit rien sur l'ampleur des affaires, ni sur l'augmentation des exigences qualitatives, notamment eu égard à l'exploitabilité des moyens de preuves en justice, ni encore sur le temps et les ressources en personnel qui y ont été consacrés. Elle souligne bien plus l'augmentation moyenne de la charge de travail par mandat.



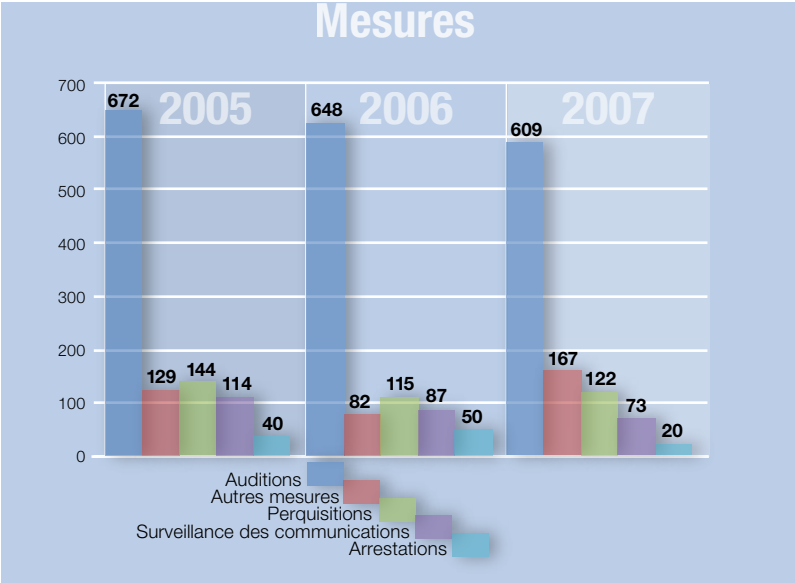
Heures de travail consacrées à chaque type d'infraction

Tout comme les années précédentes, la grande majorité des heures de travail a été consacrée à des cas relevant du crime organisé (40%), ce en dépit d'une réduction de 17,5% par rapport à la valeur moyenne des années 2005 et 2006. Comme en 2006, les procédures portant sur le blanchiment d'argent arrivent en deuxième position, mobilisant 28% des heures de travail totales (2006: 20,9%), suivies de loin par les procédures menées dans le cadre d'infractions économiques et de délits liés à la fausse monnaie (6% des heures de travail étant consacrées à chacune de ces deux infractions).
Tous types d'infractions considérés, 7,5% des heures de travail ont été mobilisées pour la lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme.



Mesures

Ce graphique indique le nombre de mesures appliquées par la PJF. La catégorie «autres mesures» comprend entre autres les éditions de documents auprès de banques et de sociétés.
Tandis que le nombre d'auditions, d'arrestations et de surveillances des communications a continué à baisser et que le nombre de perquisitions est resté à un niveau quasi égal, le nombre d'autres mesures a quant à lui fortement augmenté.



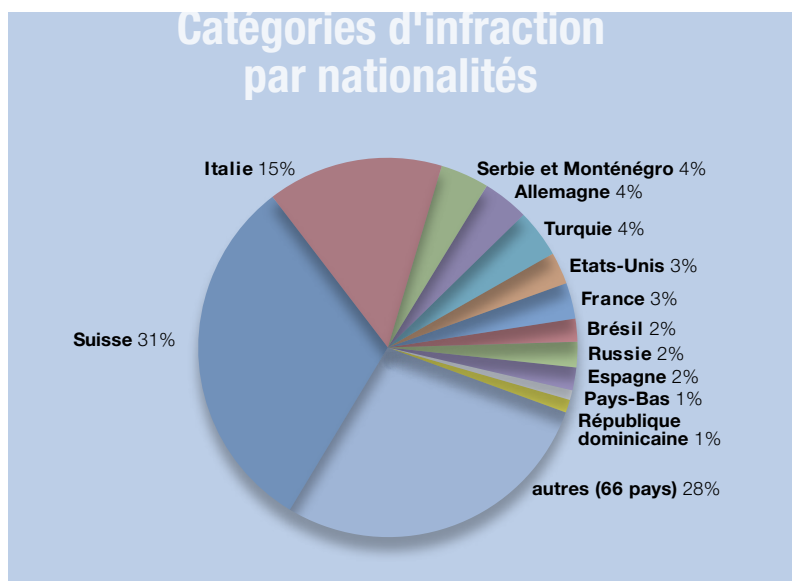
Structures criminelles

Cette statistique recense les personnes sur lesquelles pèse un soupçon concret d'infraction relevant de la compétence de la Confédération [tandis qu'un nombre limité d'autres pays (représentant moins de 1%) a été enlevé de la liste). L'issue de la procédure (acquiescement ou non-lieu) n'a pas été prise en compte.

Toutes les catégories d'infraction

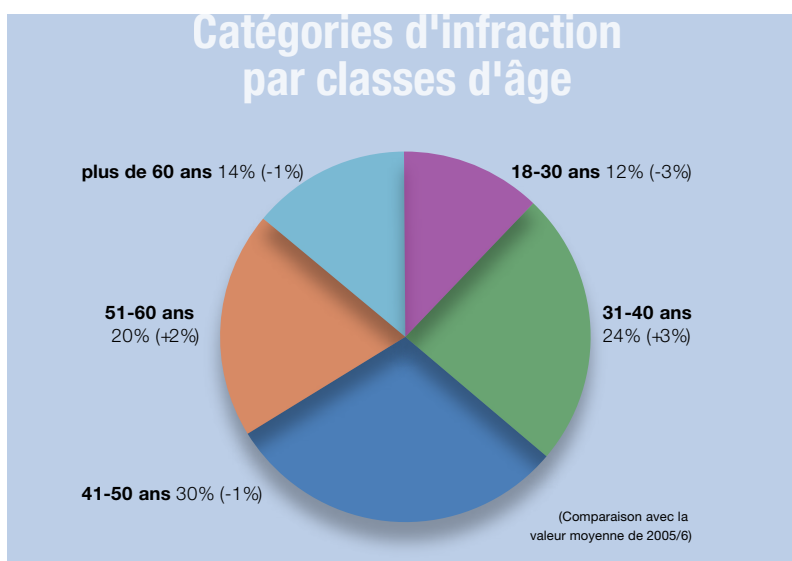
Répartition par nationalités

En raison de la modification des critères de saisie, plusieurs nouveaux pays sont apparus dans la liste en 2007, tandis qu'un nombre limité d'autres pays a été enlevé de la liste, apparaissant dans la catégorie «autres».



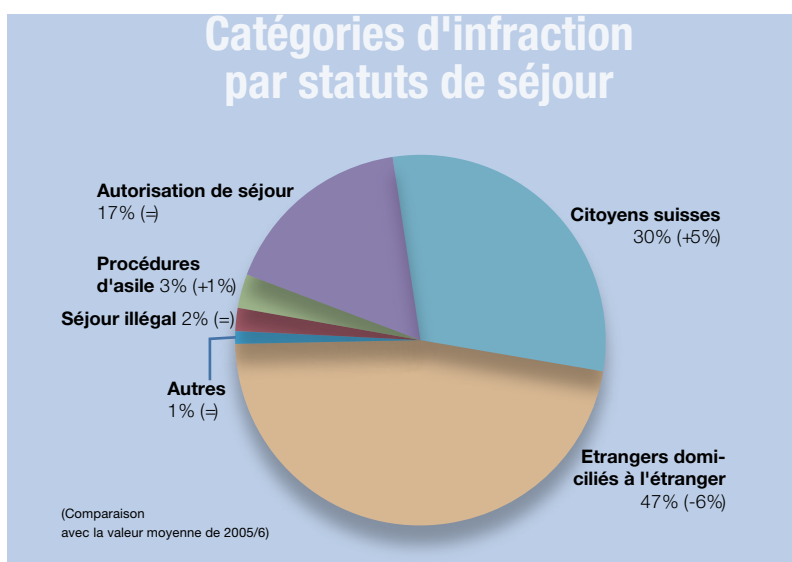
Répartition par classes d'âge

Les chiffres de ce domaine sont restés relativement stables au cours des dernières années. Pour l'année 2007, on n'a observé une légère augmentation que dans les catégories d'âge des 31-40 ans et des 51-60 ans. Les 41-50 ans restent la catégorie la plus importante avec un tiers du nombre total de personnes recensées.



Répartition par statuts de séjour

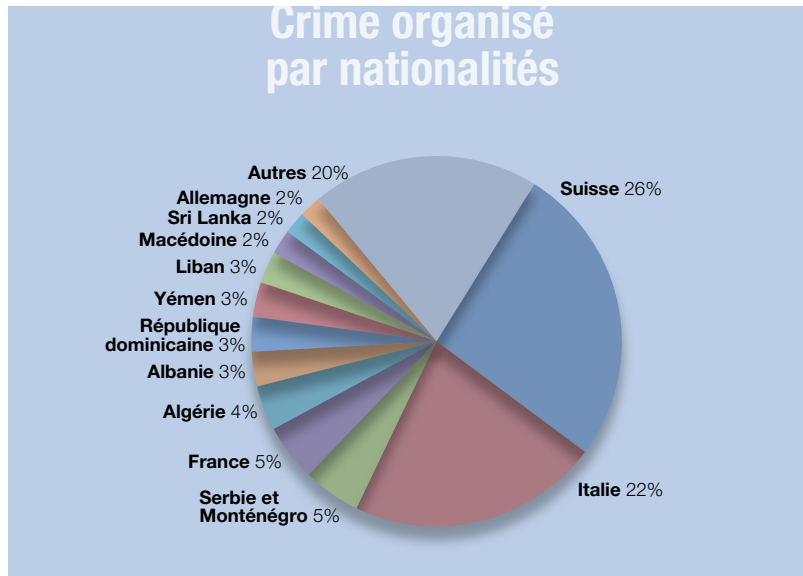
La proportion de citoyens suisses a augmenté de 5% par rapport à la moyenne de 2005/6. Pour la même période, la proportion d'étrangers domiciliés à l'étranger a baissé de 6%, mais cette catégorie reste toujours la plus nombreuse.



Crime organisé

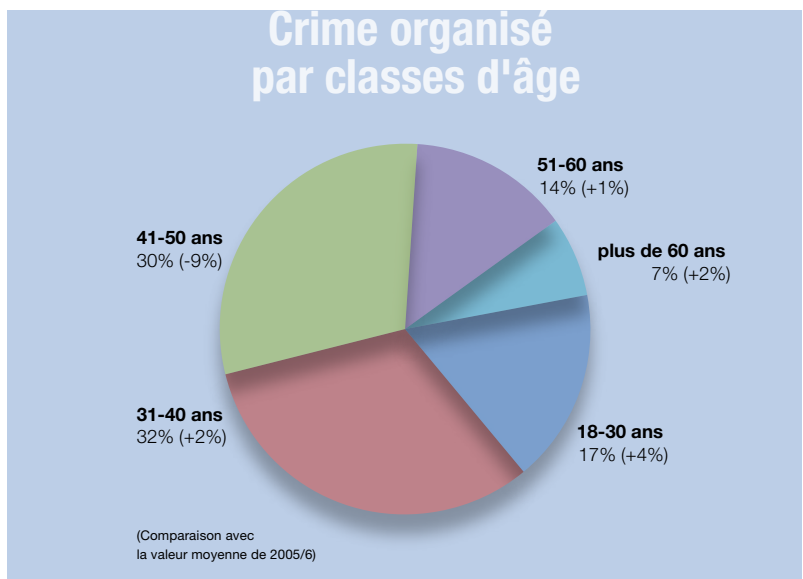
Répartition par nationalités

La PJF a traité 287 cas ayant trait au crime organisé. La proportion de ressortissants italiens est passée de 8% en 2006 à 16% en 2007. La proportion de criminels présumés de nationalité suisse a également augmenté par rapport à 2006, passant de 21% à 26%. Le nombre de ressortissants de Serbie-et-Monténégro reste quasi inchangé (5% en 2007 pour 4% en 2006).



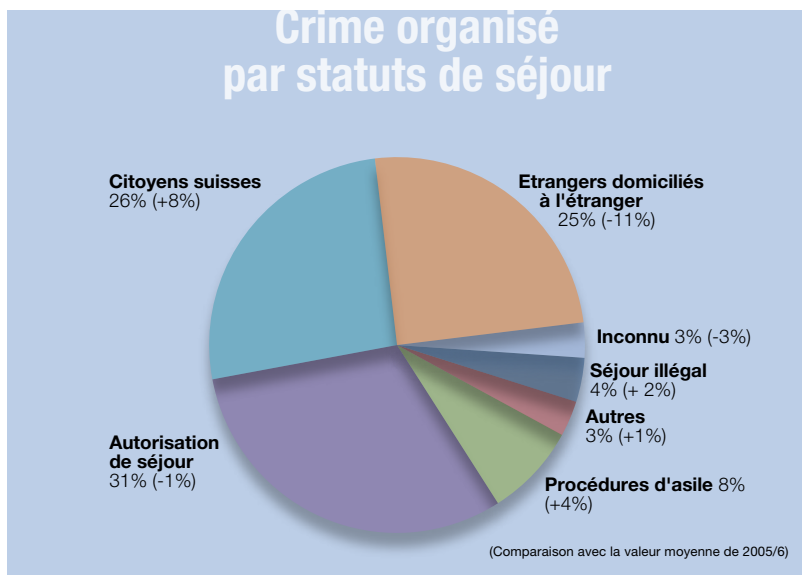
Répartition par classes d'âge

La proportion de personnes âgées de 41 à 50 ans a baissé par rapport aux valeurs moyennes de 2005/6 pour atteindre 30%, ce groupe d'âge étant pratiquement à égalité avec celui des 31-40 ans, qui représente environ un tiers des personnes impliquées.



Répartition par statuts de séjour

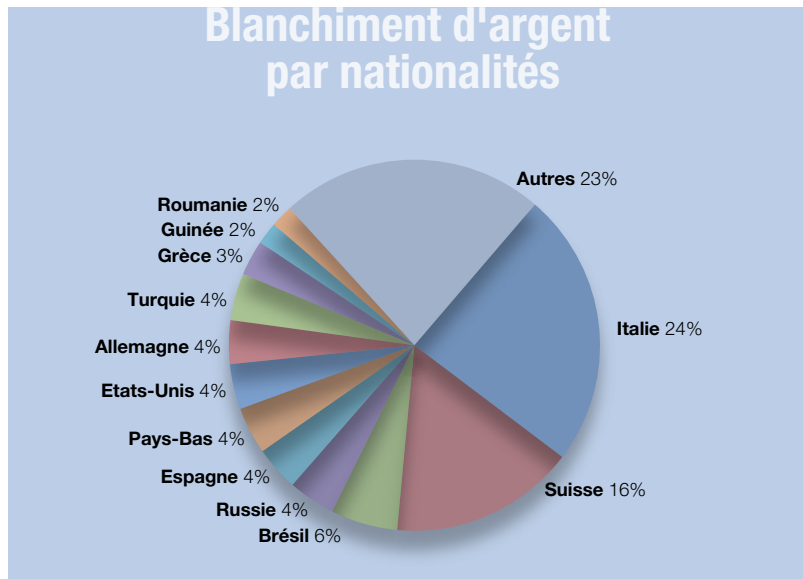
La tendance des années précédentes, selon laquelle la proportion de réfugiés statutaires augmente parmi les personnes soupçonnées (+4%), se maintient.



Blanchiment d'argent

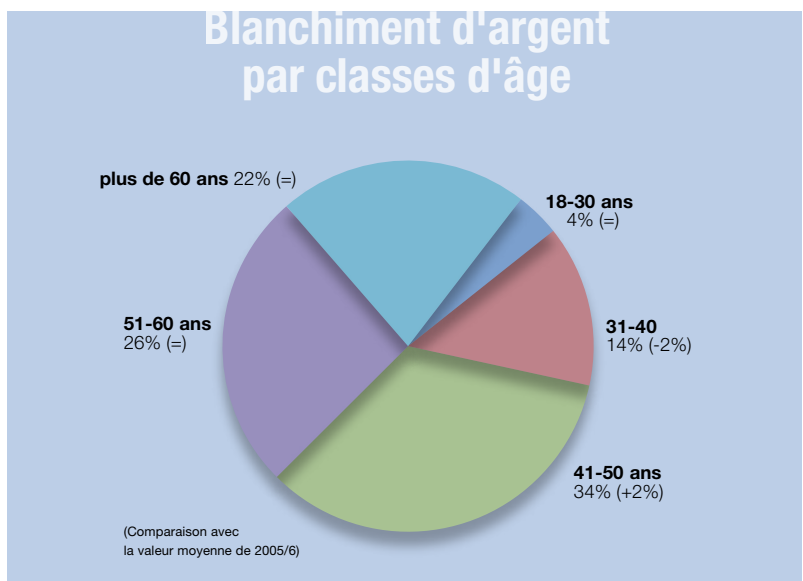
Répartition par nationalités

252 affaires de blanchiment d'argent ont été traitées, qui se répartissent comme suit selon les nationalités des personnes impliquées.



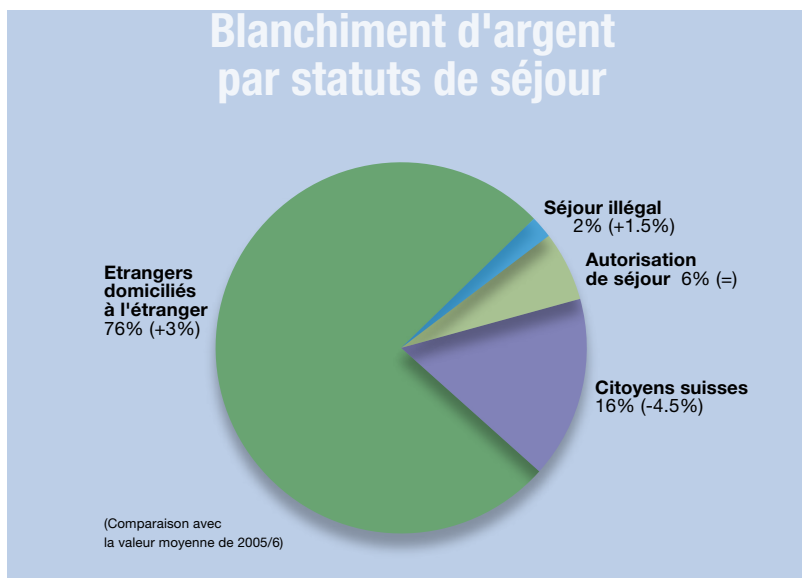
Répartition par classes d'âge

Pour ce qui est des plus de 41 ans, le nombre de personnes soupçonnées de blanchiment d'argent dans cette catégorie d'âge s'est stabilisé à 82%.



Répartition par statuts de séjour

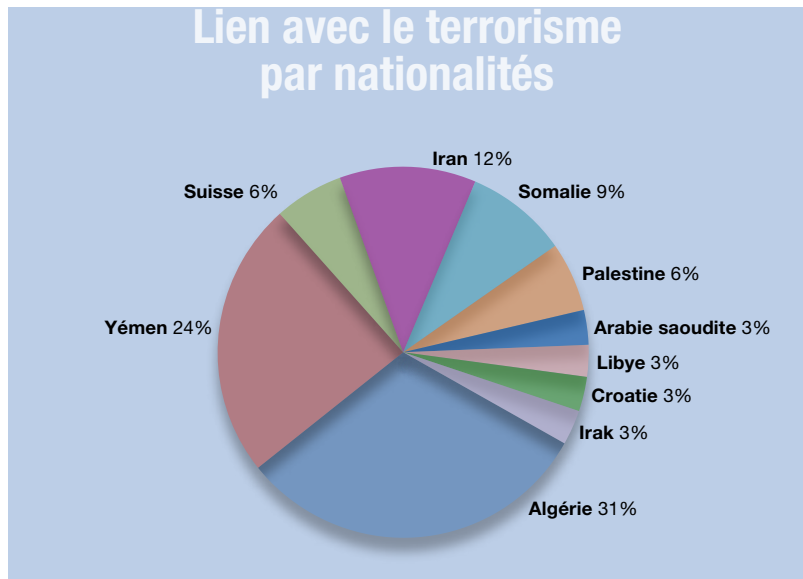
La proportion de suspects étrangers domiciliés à l'étranger reste élevée. Les raisons de ce phénomène sont les mêmes que pour les années précédentes: l'attrait inchangé de la place économique et financière suisse joue certainement un rôle important, de même que d'autres avantages (stabilité politique, voies de communication, possibilités de transport, secret bancaire, etc.).



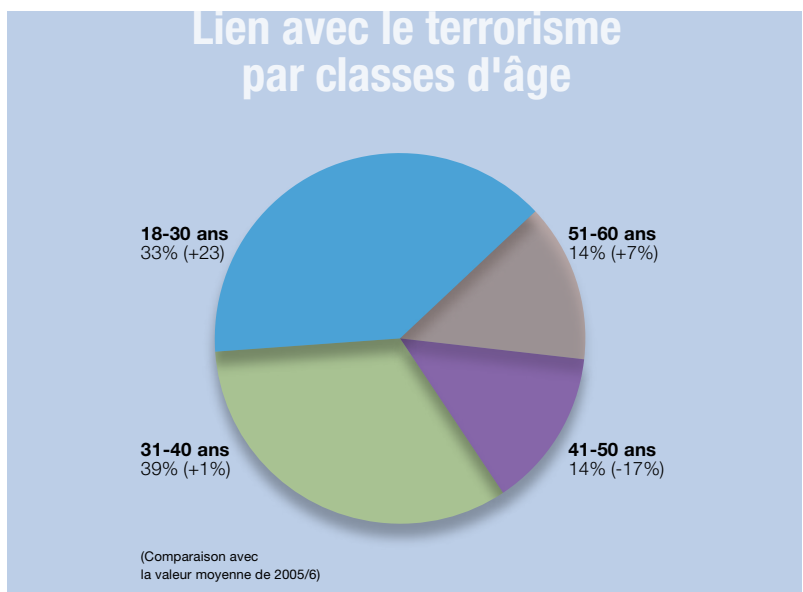
Infractions en lien avec le terrorisme

Répartition par nationalités

Au cours de l'année sous revue, la PJF a traité 36 cas ayant trait à la lutte contre le terrorisme. Les ressortissants algériens sont les plus nombreux avec 31% des cas recensés, suivis par les Yéménites (24%), qui apparaissaient déjà dans les statistiques en 2006 (5%).

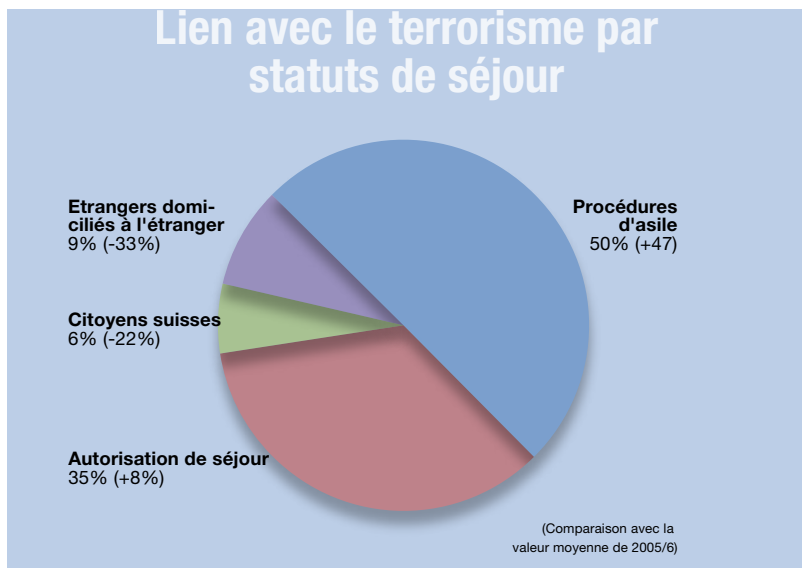


Répartition par classes d'âge Fait marquant, la catégorie d'âge des 18-30 ans a augmenté de 23%, tandis que celle des 41-50 ans a diminué de 17% par rapport à la valeur moyenne de 2005/6. Le segment des 18-40 ans recouvre quant à lui 72% des cas; ce qui confirme la tendance établie jusque-là selon laquelle les suspects dans le domaine du terrorisme seraient plutôt des personnes jeunes ou d'âge moyen.



Répartition par statuts de séjour

Tandis qu'en 2005 et 2006, l'essentiel des travaux était concentré sur deux procédures importantes dans le domaine du terrorisme islamiste, plusieurs procédures menées en 2007 étaient liées à d'autres cas de terrorisme. Les nationalités des personnes impliquées et leurs statuts de séjour ont par conséquent changé dans les statistiques de 2007.



Coordination

Evolution générale

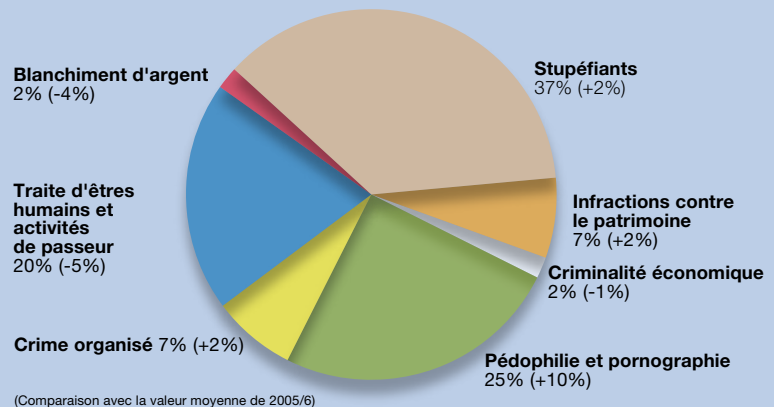
Les procédures de coordination sont des activités de soutien gérées de manière centralisée et synchronisée, menées dans le cadre d'enquêtes intercantionales ou internationales.

Procédures de coordination – répartition par types d'infractions

Sur l'ensemble des procédures de coordination (71 cas), celles concernant le domaine de la pédophilie et de la pornographie ont connu une nette augmentation de 10%.

Le domaine des stupéfiants est resté au centre des activités de la Division Coordination en 2007, représentant plus d'un tiers des affaires traitées. Pendant l'année sous revue, aucune procédure de coordination n'a été menée en lien avec des infractions avec violence, des actes de terrorisme, des armes ou des explosifs.

Procédure de coordination selon les différentes infractions

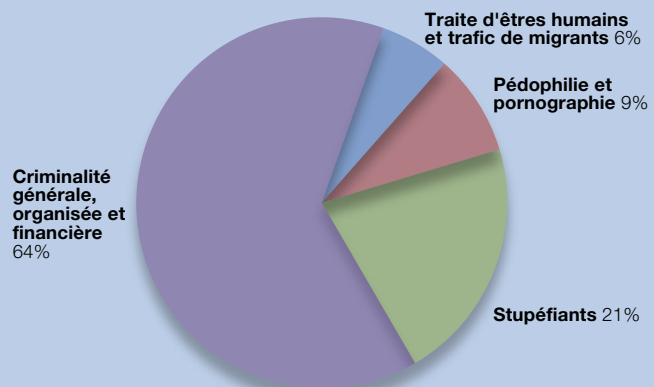


Coordination

Par «coordination», on comprend l'échange d'informations de police judiciaire dans le cadre de procédures pénales ou d'opérations policières intercantionales et internationales.

Au cours de l'année sous revue, la Division Coordination (Commissariat Fausse monnaie non compris) s'est vu attribuer un total de 22 113 affaires. Ce chiffre s'élevait à 20 713 en 2006, ce qui correspond à une augmentation de près de 7%.

Coordination



Statistique faux monnayage 2007

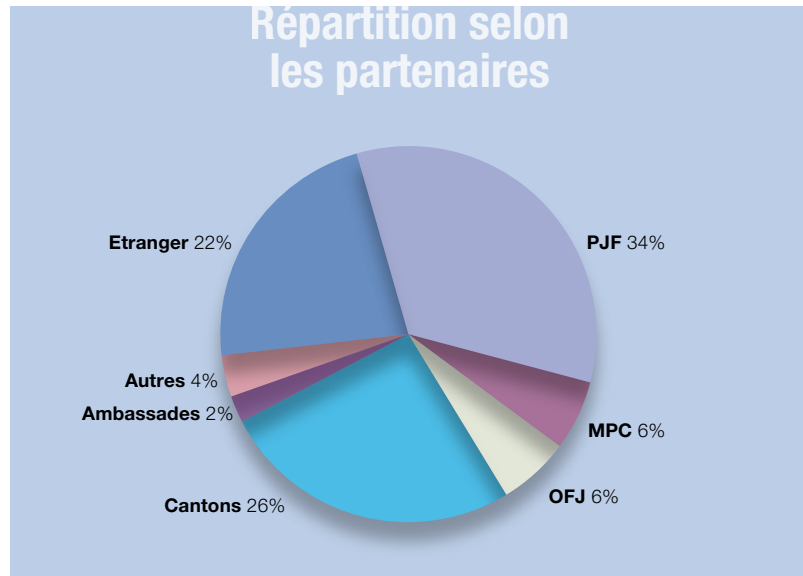
Statistiques, comparaison entre 2006 et 2007

	2007		Différence par rapport à 2006		2007	Devise	Différence par rapport à 2006	
	Billets/ Monnaie	Nb de pièces	Quantité	en %			Billets/ Monnaie	Valeur nominale
Suisse	2 854	257	9.90		303 564	CHF	-81 121	-21.09
Brésil	1	-1	-50.00		10	BRL	-90	-90.00
Chine	1	-2	-66.67		10 200	CNY	-10 100	-99.02
Costa Rica	1	1	0.00		2 000	CRC	2 000	100.00
Allemagne	42	38	950.00		5 820	DEM	3 220	123.85
Europe	3 389	1 295	61.84		193 278	EUR	141 590	73.26
France	3	-8	-72.73		500	FRF	-4 600	-90.20
Grande-Bretagne	265	-189	-41.63		5 310	GBP	-3 880	42.22
Inde	25	20	400.00		17 000	INR	12 500	277.78
Iraq	1	1	100.00		25 000	IQD	25 000	2 500 000.00
Israël	1	1	100.00		50	ILS	50	5 000.00
Italie	9	5	125.00		560 000	ITL	390 000	229.41
Canada	6	-21	-77.78		290	CAD	-1 250	-81.17
Colombie	3	3	100.00		30 000	COP	30 000	100.00
Cuba	1	1	100.00		20	CUP	20	100.00
Liban	1	0	0		10 000	LBP	-40 000	-80.00
Malte	1	0	0		10	MTL	8	400.00
Pérou	5	4	100.00		200	PEN	500	250.00
Russie	7	7	100.00		35 000	RUR	35 000	100.00
Suède	1	1	100.00		1 000	SEK	1 000	100.00
Espagne	196	-195	-99.74		5 000	ESP	-1 930 000	-99.74
Afrique du Sud	14	6	75.00		2 100	ZAR	1 460	228.13
Turquie	3	0	0.00		170	TRL	-4 999 890	-100.00
Venezuela	1	1	100.00		50 000	VEB	50 000	100.00
Etats-Unis	1 579	-849	-34.97		151 235	USD	-97 542	-39.21
Union économique et monétaire ouest-africaine	1	1	100.00		10 000	XOF	10 000	100.00

Statistique 2007 Attachés de police

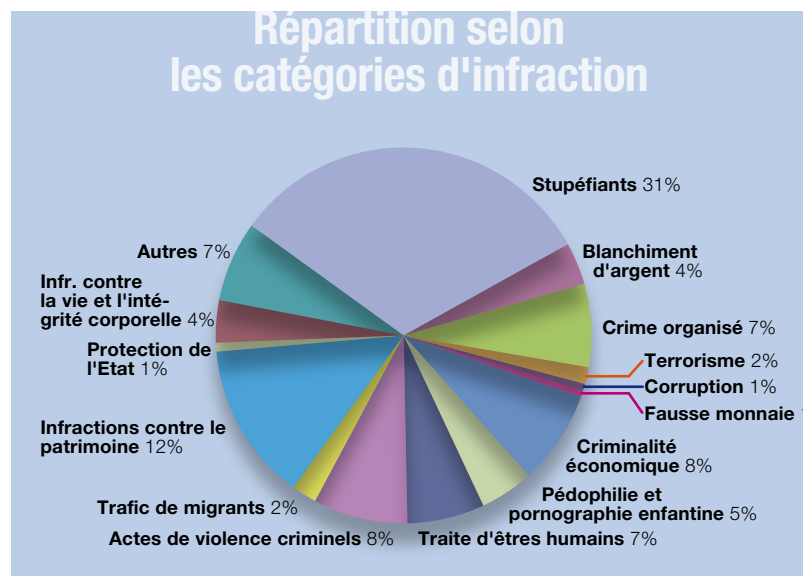
Répartition de la totalité du volume des affaires opérationnelles selon les partenaires de coopération

Au cours de l'année 2007, les attachés de police, mandatés par la PJD et les cantons, ont pris en charge 60% de l'ensemble des affaires opérationnelles.



Répartition de la totalité du volume des affaires opérationnelles selon les catégories d'infraction

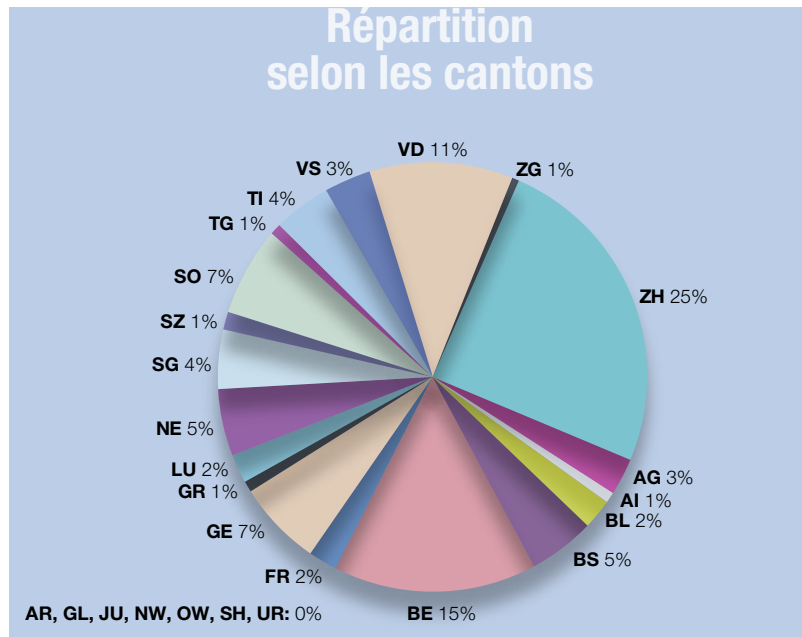
Les affaires prises en charge par les AP en 2007 étaient réparties en trois catégories principales: délinquance liée aux stupéfiants (31%), infractions contre le patrimoine (12%) et criminalité économique (8%); ces catégories additionnées représentent 51% du volume total des affaires.



Statistique 2007 Attachés de police

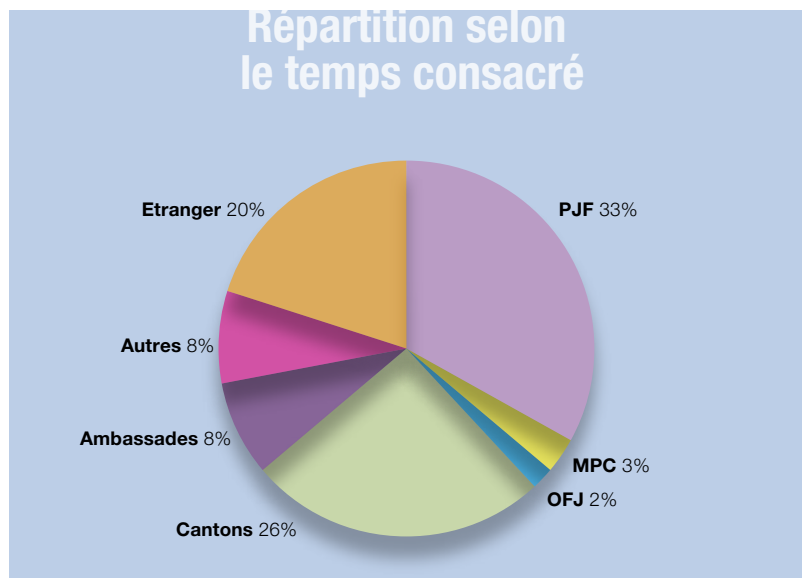
Répartition de la totalité du volume des affaires opérationnelles selon les cantons

Les polices cantonales de Zurich (25%), Berne (15%) et Vaud (11%) sont celles qui ont le plus souvent eu recours aux services des AP (51% en tout).



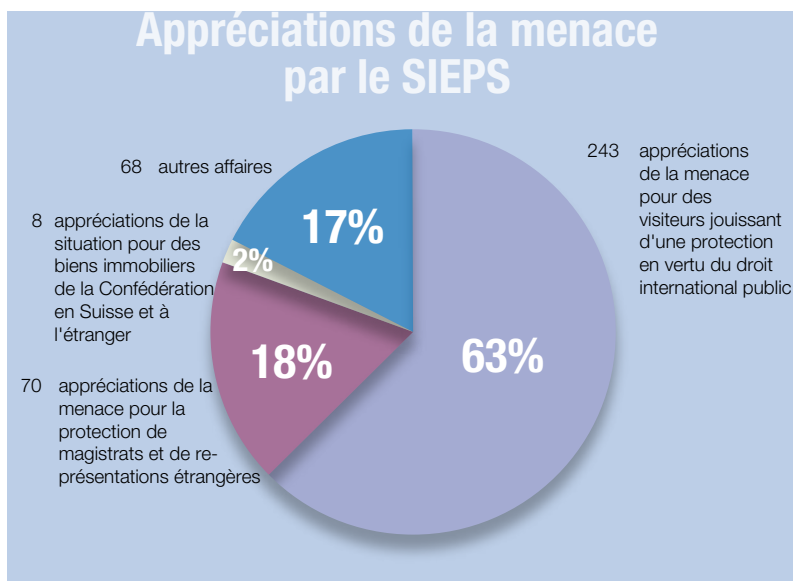
Répartition de la totalité du temps investi selon les partenaires de coopération

Au total, les AP ont consacré 59% du temps total à leur disposition aux affaires effectuées sur mandat de la PJF et des cantons.



Statistiques SFS

Commissariat service des informations et des évaluations en matière de protection et de sécurité (SIEPS)



Appréciations de la menace par le SIEPS

Nombre d'appréciations de la menace pour des visiteurs jouissant d'une protection en vertu du droit international public	243
• appréciations de la menace ayant donné lieu à des mesures de sécurité particulières	120
• appréciations de la menace pour lesquelles aucun document écrit n'a été rédigé	123
Nombre d'appréciations de la menace pour la protection de magistrats et de représentations étrangères	70
• appréciations de la menace ayant donné lieu à des mesures de sécurité particulières	12
• appréciations de la menace pour lesquelles aucun document écrit n'a été rédigé	58
Nombre d'appréciations de la situation pour des biens immobiliers de la Confédération en Suisse et à l'étranger	8
• appréciations de la situation élaborées	8
Autres affaires	68
• rapports	61
• affaires pour lesquelles aucun document écrit n'a été rédigé	7
Total des affaires	389

Division Sécurité des personnes

Commissariat protection des personnes

Domaine Sécurité des visiteurs étrangers (SVE)

Statistique SVE: visiteurs jouissant d'une protection selon le droit international

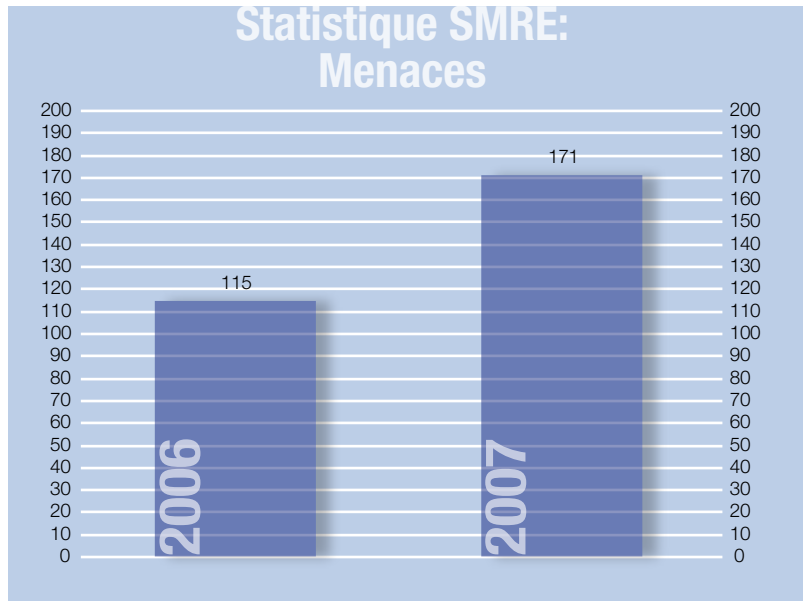
Nb d'affaires	945
Mesures de sécurité ordonnées	
Mesures de protection des personnes	102
Voitures blindées	79
Sécurité à l'intérieur des bâtiments	46
Sécurité à l'extérieur des bâtiments	18
Ouverture de la voie avec et sans escorte	76
Autres données statistiques	
Permis de port d'armes délivrés par le SFS	938
Visites militaires	27

Statistique SVE: conférences et manifestations

Nb de conférences	53
Nb de participants	11 516
Nb de personnes jouissant d'une protection en vertu du droit international public	522
Mesures de protection des personnes	60
Voitures blindées	7
Sécurité à l'intérieur des bâtiments	8
Sécurité à l'extérieur des bâtiments	2
Permis de port d'armes délivrés par le SFS	27
Ouverture de la voie	171

Domaine Sécurité des magistrats et des représentations étrangères (SMRE)

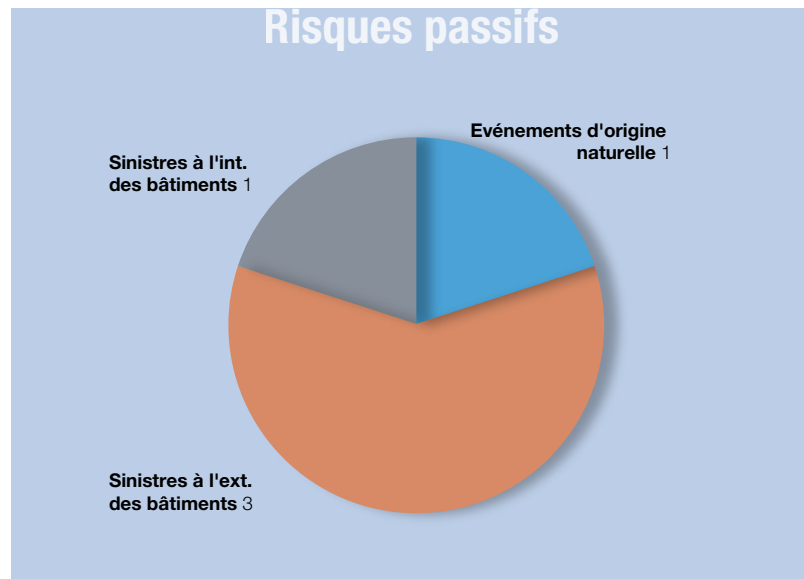
Menaces contre des magistrats, des employés de la Confédération et des hommes politiques



Sécurité des bâtiments

Section Sécurité des immeubles et des informations

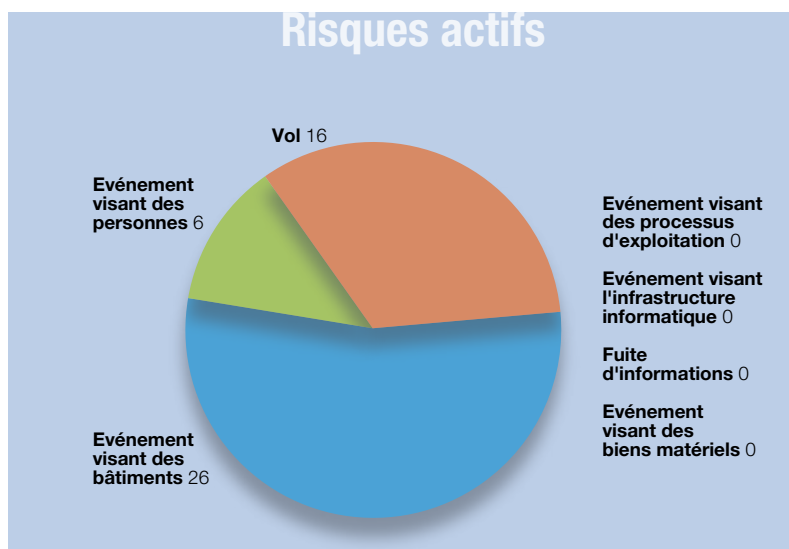
Incidents survenus au sein de l'administration fédérale civile signalés officiellement au Service fédéral de sécurité en 2007



Aperçu des risques passifs

Evénements d'origine naturelle	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Tempête, grêle ▶ Eboulement, glissement de terrain, avalanche ▶ Inondation ▶ Séisme
Sinistres à l'ext. des bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Incendie, explosion ▶ Accident d'avion ▶ Rupture de barrage ▶ Accident chimique, ▶ Accident dans une centrale nucléaire ▶ Collision de véhicules
Sinistres à l'int. des bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Incendie, explosion, accident chimique ▶ Dégâts des eaux ▶ Effondrement de parties de bâtiments

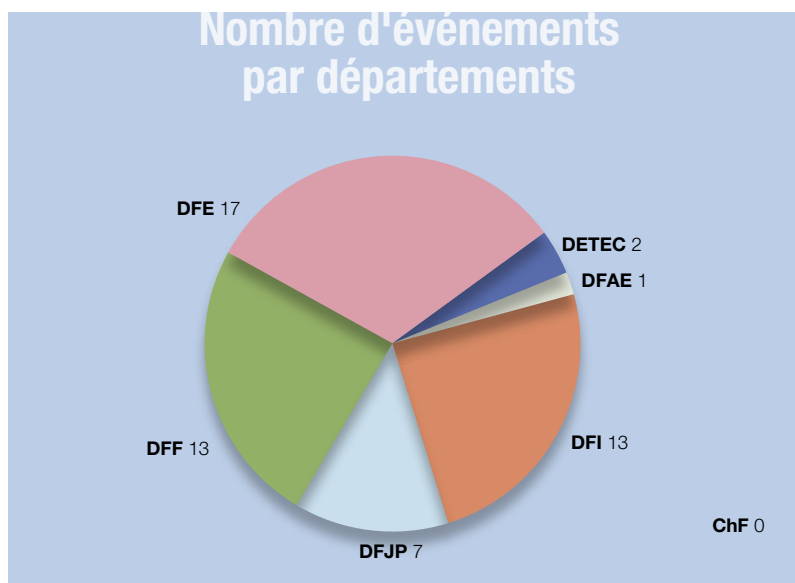
Section Sécurité des immeubles et des informations



Aperçu des risques actifs

Evénement visant des personnes	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Harcèlement, voies de fait, lésions corporelles ▶ Séquestration, extorsion et chantage ▶ Injure, menaces ▶ Enlèvement, menaces, prise d'otage, contrainte ▶ Homicide
Evénement visant des biens matériels	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Dommages à la propriété ▶ Attentat à l'explosif ▶ Incendie intentionnel ▶ Explosion
Evénement visant des bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Vandalisme ▶ Dommages à la propriété
Evénement visant l'infrastructure informatique	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Violation du secret de fonction ▶ Soustraction de données (y c. données pers.) ▶ Espionnage
Fuite d'informations	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Dommages à la propriété et détérioration de données ▶ Attentat à l'explosif, incendie intentionnel
Vol	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Vol par introduction clandestine, petite criminalité ▶ Brigandage, vol important
Evénement visant des processus d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Opposition aux actes de l'autorité ▶ Violation de domicile, violence ou menace contre l'administration

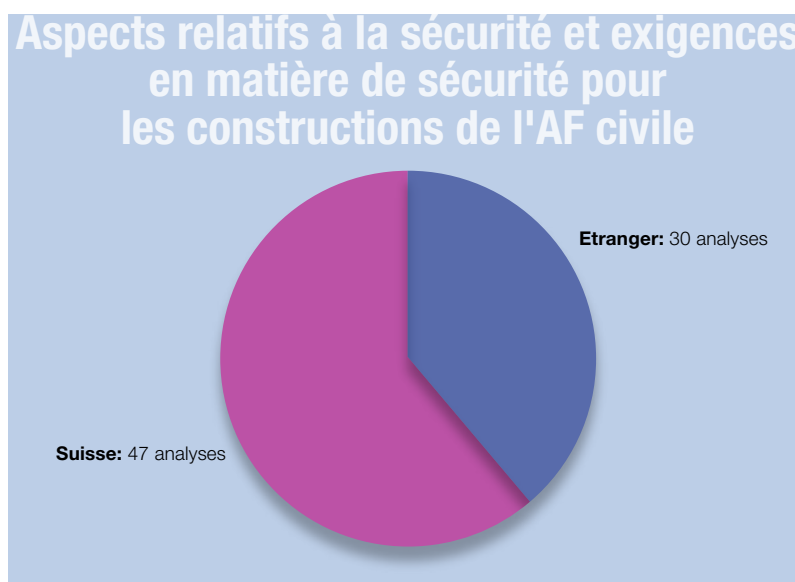
Section Sécurité des immeubles et des informations



Aspects relatifs à la sécurité et exigences en matière de sécurité pour les constructions de l'administration fédérale civile

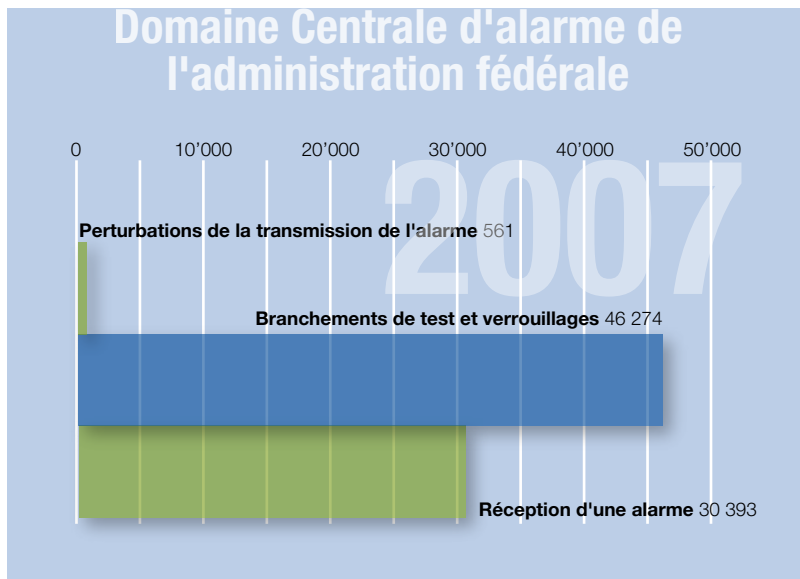
Les aspects relatifs à la sécurité comprennent: l'analyse des risques (description des installations, aperçu de la menace, appréciation et évaluation des risques).

Les exigences en matière de sécurité comprennent: les objectifs de la protection et les concepts de protection (exigences architectoniques et techniques en matière de sécurité, mesures de sécurité d'ordre organisationnel et proposition de mesures pour le domaine «Etranger»).



Section Organisation de sécurité

Domaine Centrale d'alarme de l'administration fédérale

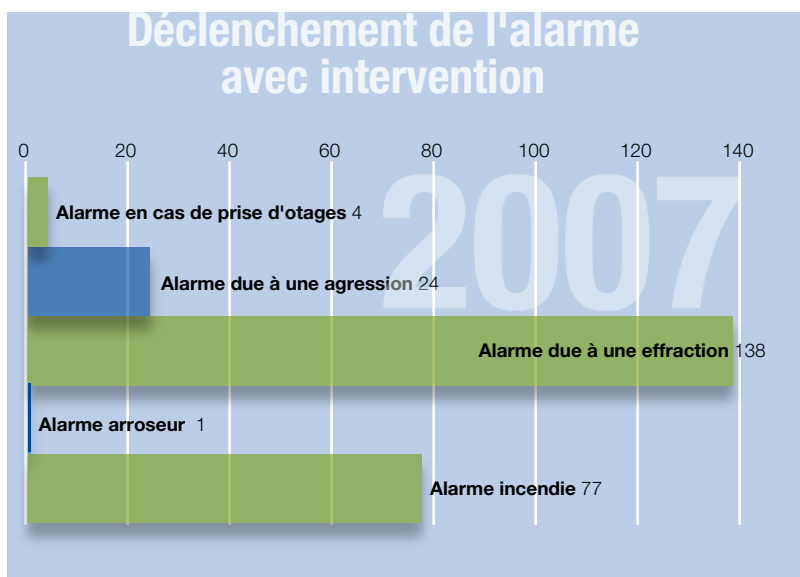


Nombre de procédures pour un total de 3450 alarmes branchées.

Explications relatives aux alarmes saisies

Perturbations de la transmission de l'alarme	<ul style="list-style-type: none"> ▶ circuit interrompu ▶ panne des appareils de transmission dans les immeubles
Branchements de test et verrouillages	<ul style="list-style-type: none"> ▶ verrouillage des alarmes entrantes et sortantes pour des raisons de maintenance ▶ contrôle du fonctionnement
Réception d'une alarme (causes les plus fréquentes)	<ul style="list-style-type: none"> ▶ alarme d'une porte ▶ alarme provenant des installations du bâtiment ▶ alarme due à une effraction ▶ alarme incendie ▶ alarme due à une agression

Déclenchement de l'alarme avec intervention



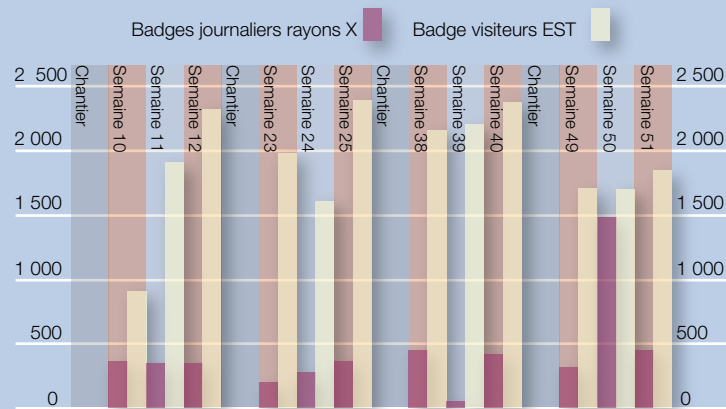
Déclenchement d'une alarme avec intervention des organisations de première intervention (y compris les fausses alarmes)

Les organisations de première intervention sont les suivantes:

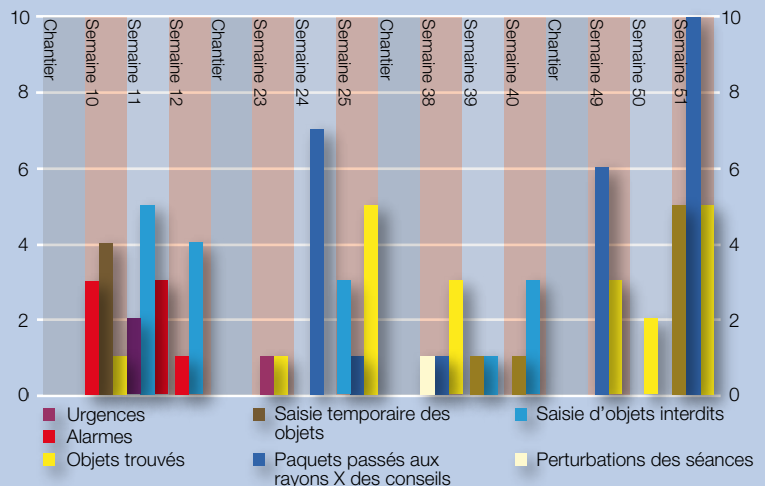
- police
- sapeurs-pompiers
- services sanitaires

Section Organisation de sécurité

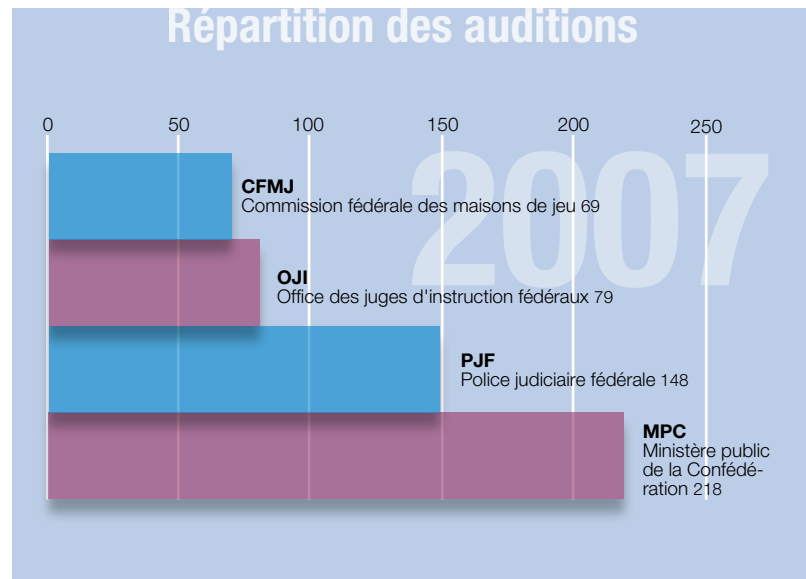
Total des badges en 2007



Exploitation



Section Sécurité centre d'audition

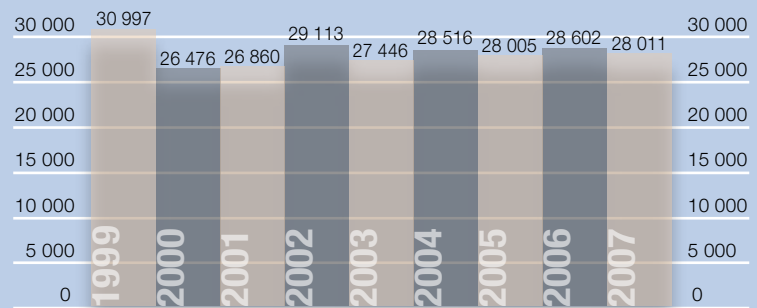


Répartition des 514 auditions menées en 2007

Services

Services AFIS ADN

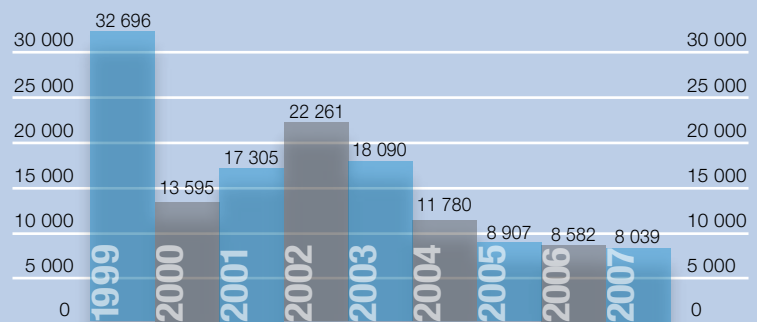
Fiche dactyloscopique police: comparaison sur plusieurs années



Fiche dactyloscopique police: comparaison sur plusieurs années

Changement par rapport à 2006: légère baisse (-2%)

Fiche dactyloscopique asile: comparaison sur plusieurs années



Fiche dactyloscopique asile: comparaison sur plusieurs années

Persistance du recul des demandes, qui restent peu nombreuses
Changement par rapport à 2006: -6%

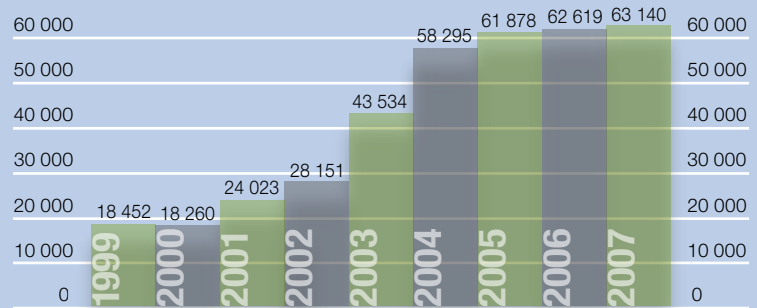
Services AFIS ADN

Total des demandes pour deux doigts: comparaison sur plusieurs années

Evolution du nombre de demandes par rapport à 2006:

Police:	-9 %	34 195 demandes
Cgfr.	+10%	22 491 demandes
Ambassades	+32%	6 454 demandes

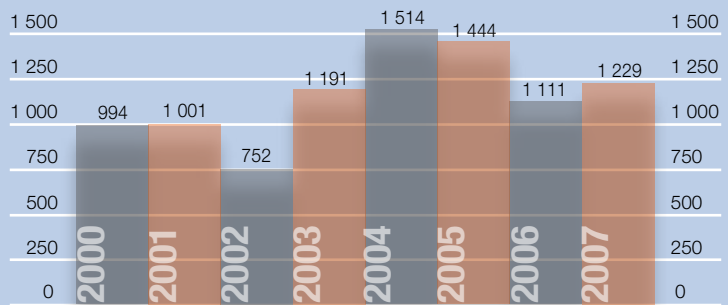
Total des demandes pour deux doigts: comparaison sur plusieurs années



Concordances AFIS établies entre des traces et des personnes: comparaison sur plusieurs années

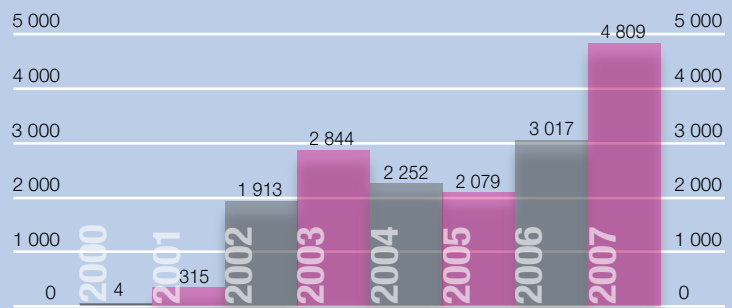
Concordances en augmentation de 10% par rapport à 2006
 22% de concordances grâce aux empreintes palmaires (17% en 2006)

Concordances AFIS établies entre des traces et des personnes: comparaison sur plusieurs années



Services AFIS ADN

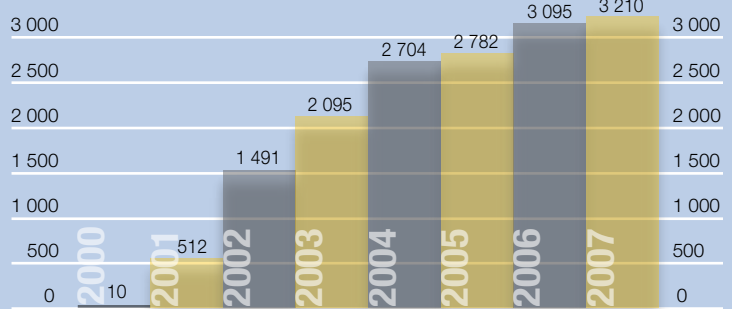
Concordances établies entre des traces ADN: comparaison sur plusieurs années



Concordances établies entre des traces ADN: comparaison sur plusieurs années

Forte augmentation des concordances: +59%

Concordances établies entre des traces ADN et des personnes: comparaison sur plusieurs années



Concordances établies entre des traces ADN et des personnes: comparaison sur plusieurs années

Tassement du nombre de concordances: +4 %

Services AFIS ADN

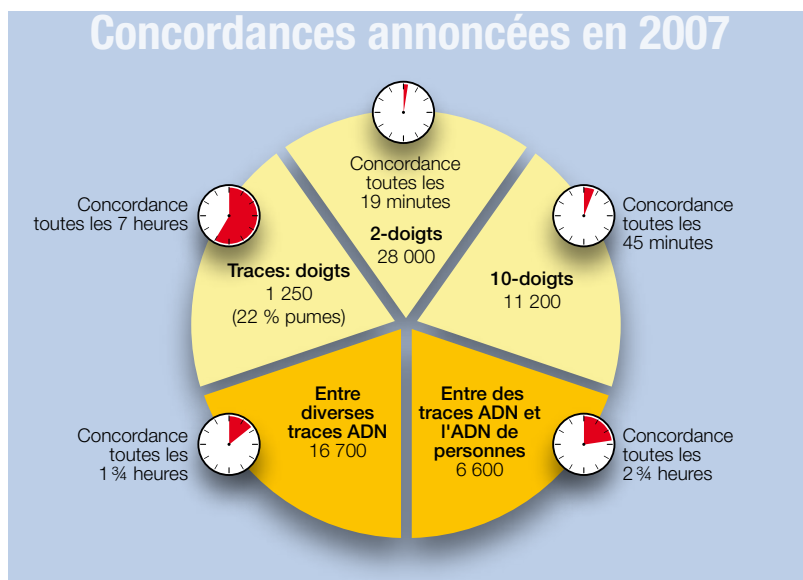
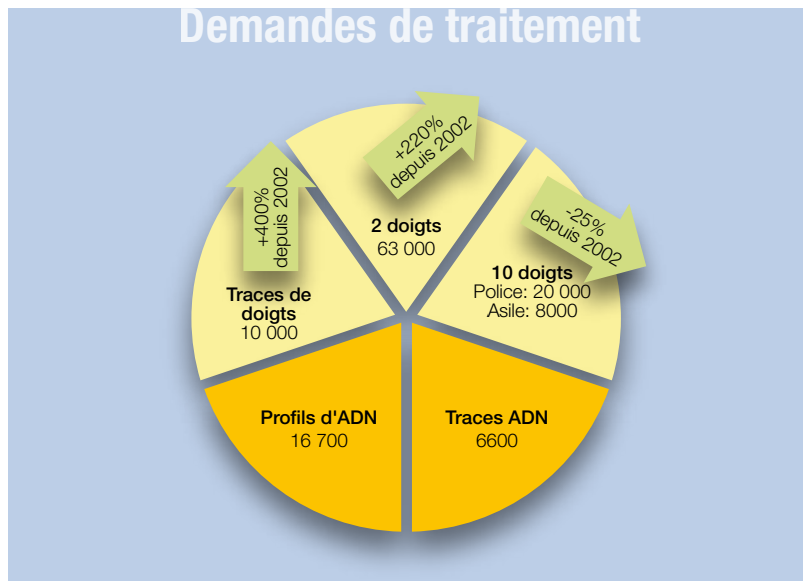
Concordances ADN: motifs

Motif	Nb de concordances ADN 2007	Motif	Nb de concordances ADN 2007
Homicide	42	Escroquerie	30
Lésions corporelles	100	Menaces	18
Extorsion et chantage	1	Actes d'ordre sexuel avec des enfants	9
Mise en danger de la vie d'autrui	10	Contrainte sexuelle	73
Séquestration et enlèvement	2	Incendie intentionnel	28
Vol	724	Attentat à l'explosif	5
Vol avec effraction	1 713	Délits liés aux stupéfiants	161
Brigandage	141	Disparitions	1
Dommages à la propriété	151	Découvertes de cadavres	0
		Total	3 210

Contenu de la banque de données AFIS

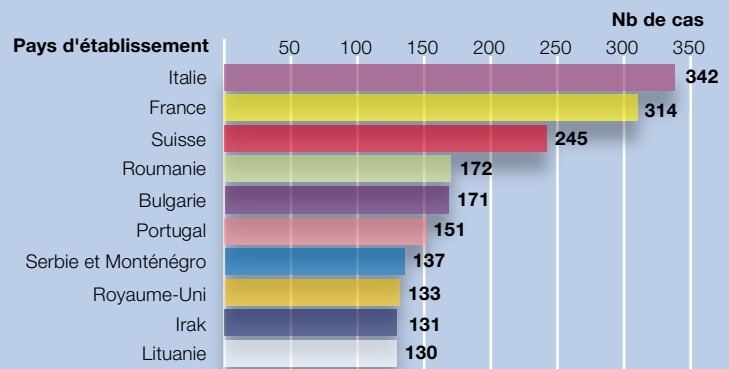
Entrées	Nombre
Personnes: 2 doigts	33 000
Personnes: 10 doigts	720 000
Personnes: ADN	93 000
Traces: doigts	39 000
Traces: ADN	17 500

Services AFIS ADN



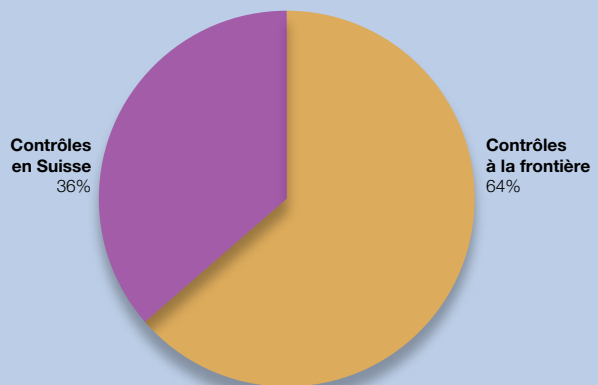
Statistique sur la fraude documentaire (FRAUDE)

Statistiques des faux papiers FRAUDE 2007: top 10



4558 cas de fraude enregistrés

Contrôles lors desquels des cas de fraude ont été constatés



FRAUDE

